

Vécu objectif et ressenti d'un événement

Posted on 18 janvier 2019 by Patrick Rouillier

C'est l'erreur des technocrates de croire que les événements tels que analysés selon des critères objectifs et rationnels sont vécus de la même façon par les individus.

La première évidence est qu'un événement public peut être vécu très différemment par divers individus (en fonction de leur culture, des circonstances, du contexte) alors qu'il sera interprété de façon univoque sous forme de statistiques ou d'analyse rationnelle.

On peut dire que le vécu d'un événement ne représente jamais cet événement en termes de réalité objective, mais qu'il est le fait de la confrontation du fait avec l'individu qui l'observe (encore un clin d'œil à la théorie de la relativité ou un événement n'est plus un fait en soi, mais l'observation d'un fait par un observateur)

Ceci remet en cause tous les principes de réalité. Un événement n'existe que s'il est observé (en tant que tel ou dans ses conséquences). Il en résulte qu'un événement ne peut exister en dehors de la perception qu'en ont les observateurs et que sa réalité propre ne peut être appréhendée ou n'existe pas (ce qui revient au même).

Les Français se plaignent de la baisse du pouvoir d'achat alors que tous les chiffres montrent que celui-ci n'a cessé de croître ces dernières années. C'est évidemment parce que la mesure du pouvoir d'achat envisagée par les « technocrates statisticiens » et par les populations est différente. Pour les « statisticiens » la mesure du pouvoir d'achat se fait par comparaison entre le revenu disponible des ménages et le coût d'un « panier » standard représentatif de leurs consommations. Pour le citoyen la comparaison se fait entre la capacité d'achat du revenu des ménages et le désir d'achat de ces ménages. La naissance de nouveaux désirs, de nouveaux besoins, étant plus rapide que la croissance des revenus le citoyen a une perception négative de l'évolution de son pouvoir d'achat, alors que le « statisticien » en a une vision positive.

Les Français ont une grande crainte du terrorisme et des terroristes, pourtant celui-ci n'a fait « que » 10 morts en 2018, alors que le mouvement des « gilets jaunes », plutôt sympathique à l'opinion publique en a causé 11, et que les accidents de la route, considérés avec un certain détachement en ont causé environ 3000 ! Il n'y a

aucune corrélation entre le sentiment d'insécurité ressenti et le risque réel auquel on peut être exposé. A tel point que la limitation de vitesse à 80 km/h est ressentie comme une atteinte à la liberté, alors qu'elle pourrait, en toute objectivité, sans doute éviter bien des morts sur la route.

La preuve que l'opinion publique est agitée par des réactions irrationnelles est qu'elles peuvent être extrêmement variable dans des temps très courts.

Il y a encore peu la crainte majeure des Français était le chômage. Les attentats du Bataclan et de Nice ont déplacé cette priorité sur la crainte du terrorisme et la polémique sans fin sur les « fichiers S ». Puis est venu le mouvement des « gilets jaunes » qui a entraîné l'opinion publique vers la notion de « pouvoir d'achat ». Exit le terrorisme et personne ne s'offusque que l'ensemble des forces de police et gendarmerie soient maintenant focalisées sur le maintien de l'ordre, la poursuite des « casseurs » et la sécurisation des lieux publics. Place libre aux terroristes pour préparer leurs prochaines attaques.

Plus troublant encore est que l'ensemble des revendications actuelles portent sur une contribution massive de l'état au soutien de la consommation au détriment de l'aide à l'emploi, et par conséquent à la lutte contre le chômage. Dans les priorités des Français le chômage et maintenant passé en 8^{ème} rang.

On voit que les priorités de nos compatriotes fluctuent de façon irrationnelles et sans rapport avec les dangers réels liés à ces trois thèmes qui eux sont restés à un niveau de risques sensiblement invariants durant toute cette période. Il y a une nette dissociation entre les risques encourus et le sentiment d'anxiété vécu.

Ceci pose une difficulté au niveau des décisions politiques. Faut-il calmer les angoisses de la population en servant le « sentiment » du risque, ou apurer la situation en gérant le risque « réel » ? La démagogie, le populisme imposent de satisfaire les attentes morbides de la population, quitte à prendre des mesures aussi spectaculaires qu'inutiles (elles doivent être surtout très visible), et à laisser de côté les mesures nécessaires (qui aux yeux des citoyens paraissent des mesures inutiles). Le choix est délicat car qui ne propose pas les mesures rassurantes sera rejeté par la population comme refusant de voir et d'aborder les vrais problèmes.

C'est à cela qu'on mesure combien la décision politique est compliquée, et combien la politique est un art plus qu'une science.